

Le parti au pouvoir salue un rapport des Nations unies sur le Burundi

PANA, 14 août 2014 Bujumbura, Burundi - Le porte-parole du Conseil national pour la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (Cnodd/Fdd), Onésime Nduwimana, a salué, jeudi, les conclusions d'un récent rapport des Nations unies qui disculpent le gouvernement burundais au sujet d'enlèvements paramilitaires qui seraient dispensés par ses soins à de jeunes proches du parti au pouvoir pour des raisons non encore clairement connues sur le sol de la République démocratique du Congo, pays voisin. Le rapport de la mission militaire d'observation des Nations unies pour le Congo faisait savoir que ses enquêtes de terrain n'ont abouti à aucune trace de présence de jeunes "imbonerakure" sur le sol congolais et M. Nduwimana a convoqué la presse, jeudi, pour saluer ces résultats d'investigation de source onusienne.

La présence de jeunes paramilitaires burundais sur le sol congolais continue cependant à faire couler beaucoup d'encre et de salives dans les médias locaux et les milieux des défenseurs des droits de l'Homme qui avaient fait circuler une pétition demandant des enquêtes approfondies à ce sujet. Un activiste connu des droits de l'Homme au Burundi, Pierre Claver Mbonimpa, a été arrêté et incarcéré depuis bientôt trois mois à la prison centrale de Bujumbura pour "atteinte à la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat" après avoir soutenu publiquement être en possession de preuves illustrées par des photos sur la présence controversée de jeunes proches du parti au pouvoir en place au Burundi. Le président de l'Association de défense des droits humains et des prisonniers (Aprodh) a fourni au magistrat instructeur de son dossier, quatre photos dont une d'entre elles relevait un "montage" avant de rejoindre la prison. La Radio publique africaine (Rpa, indépendante et réputée pour ses investigations), de son côté, n'en a dit mot et a multiplié ces derniers jours des interviews réalisées avec un individu qui se fait passer pour l'un des éléments qui ont reçu des enlèvements paramilitaires sur le sol congolais avec l'aide des services secrets du Burundi. La Documentation nationale a aussitôt nié avoir connaissance d'un tel programme et de cet individu qui parle dans la clandestinité de ces enlèvements paramilitaires sans plus de précisions pour le moment sur leur objet.